



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

N° 15 – Avril 2021

En bref – La difficile réforme des retraites au Chili

Alors que le projet de réforme du système des retraites a été adopté il y a plus d'un an par la Chambre des députés, des sénateurs d'opposition ont récemment présenté des modifications aux propositions du gouvernement. Système de cotisation individuelle autrefois encensé par la Banque mondiale, l'exemple chilien se heurte aujourd'hui à ses limites, rendant nécessaire une réforme ambitieuse de son modèle. Il s'agit d'une réforme d'autant plus essentielle que plus de 30% des cotisants ont soldé leur compte épargne-retraite suite aux deux retraits autorisés par le gouvernement dans le cadre de sa réponse à la crise du Covid-19. Cette situation est susceptible d'empirer dans l'hypothèse d'un troisième retrait actuellement en débat au parlement. Les failles du

système des retraites chilien se révèlent au travers de son taux de remplacement, relativement faible par rapport à la moyenne de l'OCDE (30% versus 50%). Les raisons sont multiples. Le système chilien exige notamment des cotisants une contribution de 10% et maintient l'âge de départ à la retraite à 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes, alors que l'espérance de vie s'est considérablement allongée depuis la réforme de 1981. Le rendement des placements des fonds de pension a également chuté, du fait des faibles taux d'intérêts réels, et devrait rester bas à moyen-terme. Enfin, le système chilien pâtit d'une densité de contribution limitée, tout comme la couverture, à cause de l'informalité, l'importance des travailleurs indépendants et les contrats d'emploi courts. La réforme entend résoudre ces problématiques en augmentant la couverture du pilier de solidarité à 80% de la population défavorisée, contre 60% actuellement. Elle prévoit aussi d'augmenter la cotisation obligatoire de 6%. Les avis divergent cependant quant à la destination des ressources supplémentaires, cette hausse étant entièrement financée par l'employeur. Alors que le projet prévoit de verser le surplus à parts égales entre le compte de l'affilié et le fond d'épargne commun, l'opposition propose que l'intégralité de la rallonge soit versée dans le fond de solidarité. Elle doute aussi de la capacité de l'Etat à financer l'élargissement du pilier de solidarité et souligne son potentiel effet dissuasif sur l'entrée dans le marché du travail formel. De même, les sénateurs d'opposition ont suggéré la création d'une pension universelle équivalente à 205 EUR pour les familles dont le revenu par membre est inférieur à 820 EUR. Cette mesure couvrirait 90% de la population. Les multiples désaccords ralentissent la concrétisation de la réforme alors que l'environnement politique est déjà chargé par le processus constitutionnel et les échéances électorales. En effet, à quelques mois des élections législatives et présidentielles, il est très improbable que l'opposition, majoritaire au congrès, fasse cadeau au président Piñera d'un accord sur ce grand dossier qu'il souhaiterait laisser à la postérité.

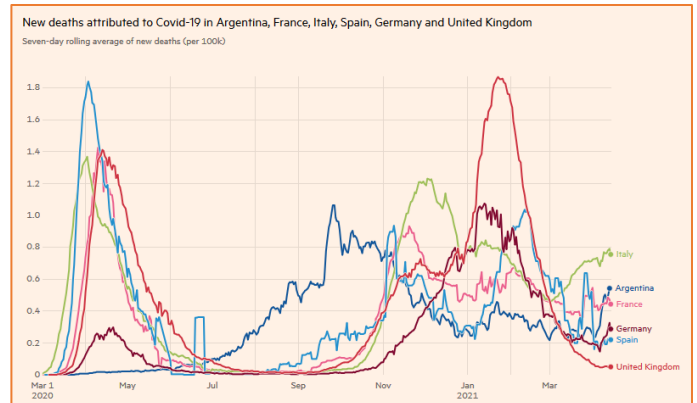
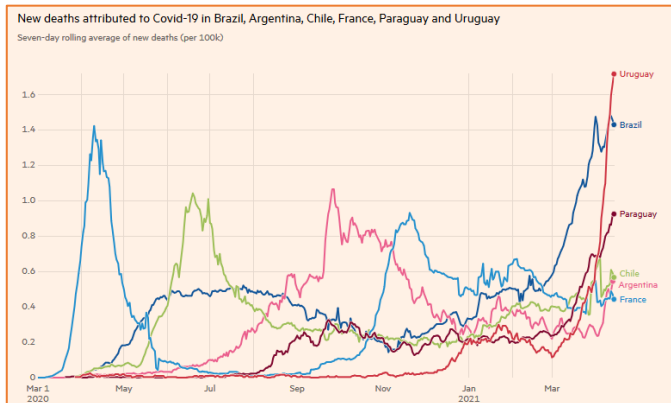
LE CHIFFRE À RETENIR

6%

Le montant probable de la cotisation supplémentaire

Zoom sur la situation sanitaire

Situation Covid-19 (moyenne mobile sur 7 jours des nouveaux décès, en valeur absolue et par million d'habitants)



Argentine

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 340,5

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 5,4

Exponentielle/ L'ensemble des paramètres se sont de nouveau fortement dégradés au cours des 7 derniers jours : le **taux d'incidence** a augmenté de **52,2%** à **340,5 au niveau national** (contre 113,7 il y a à peine **3 semaines**). La hausse, généralisée à l'ensemble des provinces (24/24, dont 11 sont en alerte maximale au sens français du terme), est **particulièrement sensible dans la capitale (taux d'incidence à 621 mercredi soir, contre 521 à Paris)** et dans la province de Buenos Aires (doublement en 11 jours, à 452). Cette progression quasi-exponentielle **résulte pour partie de l'augmentation importante du nombre de tests (+47%), mais pour partie seulement** puisque le **taux de positivité continue à progresser à 27,1% vs 26,2% semaine précédente** et 15% il y a 3 semaines.

Le nombre de patients Covid+ en soins intensifs a augmenté pour la 5^{ème} semaine consécutive (+4,7% à 3.879, soit un retour au niveau de début décembre), tandis qu'avec l'effet-retard classique sur le nombre de cas, **la mortalité explose à son tour (+75,5% sur la semaine, soit 1.711 décès, un niveau qui n'avait plus été observé depuis mi-novembre).** L'Argentine n'étant toutefois pas un cas isolé en Amérique latine, le nombre hebdomadaire de victimes rapporté à la population (5,4 décès/jour/Mhb en moyenne mobile sur 7 jours vs 3,1 semaine précédente) **reste à ce stade plutôt moins élevé qu'ailleurs:** Uruguay (17,1 ↗↗↗), désormais devant le Brésil (14,2↗), Pérou (10,4↗↗), Paraguay (9,1↗↗), Mexique (5,8 ↗↗↗), Colombie (idem ↗↗) et Chili (5,6↗).



Dans ce contexte, les autorités argentines ont décidé mercredi soir de **remettre en place un couvre-feu nocturne (de 20h à 6h)** dans l'Aire métropolitaine de Buenos Aires et **d'y suspendre les cours en présentiel**.

Enfin, sur le front vaccinal, et comme anticipé la semaine dernière, **la campagne de vaccination a sensiblement progressé** au cours des 7 derniers jours (0,37 injections/jour pour 100 habitants vs 0,21 semaine précédente), tout en restant moins dynamique qu'en Uruguay (1,13), qu'au Chili (0,88), et même qu'au Brésil (0,5). Au total, le pays **se maintient légèrement au-dessus de la moyenne latino-américaine avec 11,06% de la population vaccinée contre 9,66%** (39,35% au Chili, 27,8% en Uruguay et 11,4% au Brésil, mais 7,5% au Mexique, 4,4% en Colombie et 2 % au Pérou). L'Argentine approche toutefois de l'épuisement de son stock de vaccins.

Chili

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 267,4

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 5,6

Nouvelle dégradation. La situation sanitaire chilienne enregistre de nouvelles augmentations des **taux d'incidence (267,4 contre 247,7 la semaine précédente)** et du **taux de mortalité journalier (5,6 décès par jour sur les derniers 7 jours, contre 5,2 la semaine précédente)**.

La sous-secrétaire à la santé publique, Paula Daza, a présenté un nouveau renforcement du programme de recherche active de nouveaux cas de covid-19, à travers l'utilisation massive de test antigéniques (permettant de repérer sur place les protéines du virus en moins de 30 minutes) dans les zones à forte circulation du virus. Une fois établi le résultat, les autorités sanitaires faciliteront les mesures d'isolement des personnes ayant un résultat positif.

Paraguay

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 210,1

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 9,1

Rebond du nombre de cas et décès au cours des 7 derniers jours. S'il demeure inférieur à celui du Chili, de l'Argentine et de l'Uruguay, le taux d'incidence paraguayen retrouve une tendance haussière au cours des derniers 7 jours. Le **taux d'incidence dépasse à nouveau la barre des 200, s'établissant à 210,1** contre 173,9 la semaine précédente. Pour mémoire, la présence d'un jour férié la semaine dernière pourrait expliquer, en partie, ce rattrapage.

Le **nombre de décès** a par ailleurs fortement augmenté et se situe désormais à 9,1 décès par jour par Mhb sur les 7 derniers jours, soit le niveau le plus haut depuis le début de la pandémie (un record de 89 décès a ainsi été enregistré ce mardi 13 avril).



En parallèle, la saturation du système sanitaire reste inquiétante tout comme les pénuries de médicaments. Le gouvernement a dès lors pris la décision de créer un **fonds de subvention de 10 MUSD pour faciliter l'achat par les ménages de certains médicament (notamment des antiviraux utilisés pour limiter la progression de la maladie chez certains patients atteints du covid-19), lorsque ce sérum est indisponible en pharmacie ou dans un hôpital.** Les autorités paraguayennes répondent ainsi à l'une des requêtes avancées lors des protestations de mars. Le fonds est mis en place pour deux mois et couvrira 10 hôpitaux sur l'ensemble du territoire. Toutefois, les procédures d'accès à cette subvention semblent lourdes : les familles doivent d'abord réaliser un devis pour l'achat d'un médicament (peu disponible) dans l'une des pharmacies à proximité des hôpitaux de référence, puis s'inscrire sur une plateforme en ligne, y fournir une série de justificatifs, attendre l'approbation de la demande par l'autorité publique avant d'aller récupérer le médicament en pharmacie.

Enfin, la campagne de vaccination demeure très lente. Seulement 0,5% de la population a reçu au moins une dose de vaccin, à cause notamment des retards pris dans l'acheminement des nouvelles doses.

Uruguay

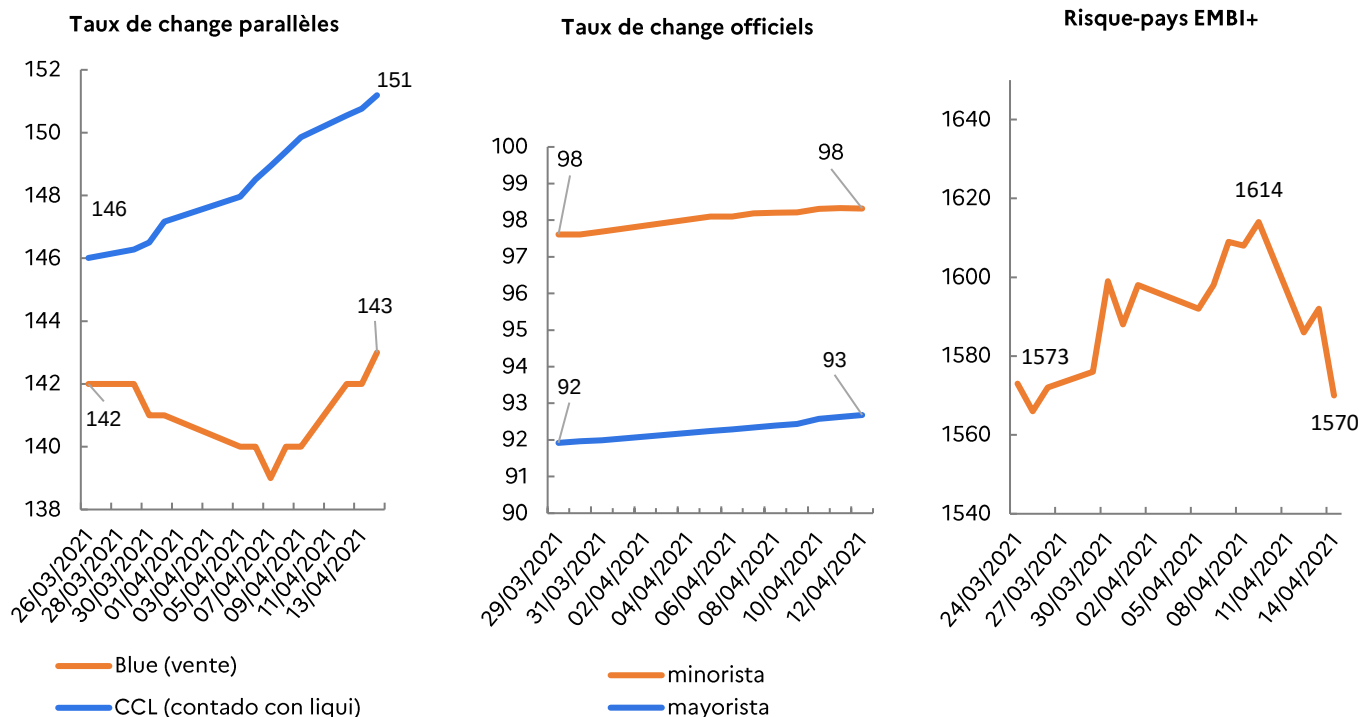
Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 721,8

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 17,1

Inquiétudes. L'Uruguay a enregistré cette semaine un nouveau record dans la détection de cas positifs et le nombre de décès quotidiens. **Le taux d'incidence a ainsi atteint 721,8 (contre 616,5 la semaine précédente), un niveau extrêmement haut à l'échelle régionale.** Par ailleurs, le nombre de morts par jour et Mhb enregistré sur les 7 derniers jours a augmenté de 62% en seulement une semaine, **se situant désormais à 17,1** (contre 10,6 la semaine précédente et 5,4 la semaine antérieure). Il s'agit d'une détérioration extrêmement rapide de la situation sanitaire uruguayenne, qui passe d'un statut d'exemple régional à celui de pays le plus affecté par la pandémie dans la zone (hors correction du nombre de tests par habitant).

Dans un rapport technique sur la situation sanitaire, présenté par le ministre de la santé publique Daniel Salinas, **l'augmentation exponentielle des contagions était attribuée au variant brésilien P1.** Néanmoins, le ministre souligne le bon rythme de vaccination enregistré ces dernières semaines, permettant à 28 % de la population d'être déjà vaccinée avec au moins une dose de vaccin.

Graphiques de la semaine



ARGENTINE

Nouveau record d'inflation en mars

Selon l'institut des statistiques (INDEC), l'inflation mensuelle atteint 4,8 % en mars, enregistrant la plus forte variation depuis septembre 2019, dans la foulée des élections primaires dont les résultats avaient déclenché un effondrement du peso. En rythme annuel, l'inflation s'établit à 42,6 %, soit le 4^{ème} mois consécutif de hausse.

A ce niveau, l'hypothèse budgétaire qui tablait sur une inflation à 29 % en 2021, même revue à 31 % par le ministère de

l'économie, paraît d'ores et déjà extrêmement difficile à atteindre. De son côté, le marché table sur une inflation à 46 % en 2021.

Les secteurs ayant enregistré les plus fortes poussées d'un mois sur l'autre sont l'éducation (28,5 %), l'habillement et la chaussure (+10,8 %) ainsi que le tabac et alcool (+6,4 %). Les produits alimentaires et boissons non alcoolisées se renchérissent de 4,6 %, après +3,8 % en février, malgré la multiplication des contraintes imposées par le gouvernement. La progression des prix reste en revanche contenue pour le logement et services d'utilité publique (eau, gaz, électricité), à +1,3 %, tout comme celle des télécommunications (+0,1 %).

Pour tenter de contenir la spirale inflationniste, le gouvernement menace de renforcer la surveillance des commerces, afin de garantir la bonne application du contrôle des prix, en particulier sur les aliments et boissons non-alcoolisées, même si ce dispositif n'a pas encore prouvé son efficacité.

Pour le ministre de l'économie Martín Guzmán, les tensions inflationnistes s'atténueront à partir d'avril, tendance baissière qui pourrait en effet être facilitée par le durcissement des restrictions sanitaires.

Le ministre de l'économie, Martín Guzmán, effectue une tournée en Europe en quête d'un soutien dans les négociations avec le FMI et le Club de Paris

Le ministre de l'économie Martín Guzmán a débuté ce mardi 13 avril une tournée en Europe (Allemagne, Italie, Espagne et France), afin de recueillir le soutien des pays européens dans les négociations actuelles avec le FMI et d'évoquer la question de la dette argentine envers les créanciers du club de Paris. Le ministre s'est d'abord réuni avec son homologue allemand, Wolfgang Schmidt, l'Allemagne étant le principal créancier de l'Argentine au Club de Paris (37,37 % de la dette à échéance 2021). Martín Guzmán a ensuite poursuivi mercredi sa visite en Italie, où il s'est entretenu avec son homologue italien Daniele Franco ainsi qu'avec le Pape François. Enfin, il s'est rendu ce jeudi 15 avril en Espagne, où a rencontré la ministre de l'économie et vice-présidente du gouvernement Nadia Calviño. Martín Guzmán achèvera sa visite en France, où un entretien avec le ministre de l'économie et des finances Bruno Le Maire se tiendra ce vendredi. En marge de ces entretiens, le ministre prévoit également de rencontrer des entreprises européennes dans le but de promouvoir l'investissement étranger en Argentine.

La province du Chaco annonce un accord pour restructurer sa dette obligataire

Le gouvernement de la province du Chaco a obtenu un accord de principe avec le groupe Ad Hoc, son principal créancier, pour restructurer une partie de sa dette obligataire (250 MUSD) qui arrivera à échéance en 2024. Avec cet accord, les restructurations menées par les provinces argentines montent à 5,5 Mds USD étalés sur les deux prochaines années. Nonobstant, toutes les provinces n'affichent pas des avancées substantielles dans leurs échanges avec les créanciers privés. Le processus de restructuration patine pour les provinces de La Rioja (200 MUSD), Tierra del Fuego (200 MUSD) et, surtout, de Buenos Aires (7,15 Mds USD). Dans le cas de cette dernière, le gouverneur Axel Kicillof a confirmé l'extension de la date butoir de sa dernière offre au 26 avril, malgré le rejet par une majorité des créanciers des termes proposés par le gouvernement provincial. Qui plus est, le processus s'est nettement envenimé depuis les deux plaintes déposées en mars devant les tribunaux de New York, à l'encontre de la province, par les fonds d'investissements Amundi Asset Management, Beauregard Holdings LLP, Greylock Global Opportunity Master Fund et GoldenTree Asset Management.

Face aux nouvelles restrictions sanitaires, l'incertitude demeure sur l'ampleur des mesures de soutien sociales et sectorielles

Face à l'accélération des contagions (cf. supra) et la saturation croissante du système hospitalier argentin, le gouvernement a renforcé les mesures préventives dans les zones les plus durement touchées par la pandémie. Le retour progressif des restrictions sur la mobilité et les activités pose question quant au rétablissement des aides sociales et des subventions pour les secteurs qui seront pénalisés par ces



nouvelles contraintes. Or, selon les économistes, le marché du travail peine déjà à se redresser, avec environ 105.100 emplois créés entre juillet et janvier 2021, ce qui représente seulement 32 % des emplois formels détruits durant le confinement strict (mars à juin 2020).

Tout en écartant, à ce stade, une fermeture totale de l'activité similaire à celle de mars-juin 2020 (phase 1), le ministre du développement social, Daniel Arroyo, a déclaré ce mardi que l'accompagnement de l'Etat pourrait se matérialiser en cas d'un durcissement notable des restrictions. Sans attendre, le président Alberto a annoncé ce jeudi 15 avril, une aide de 15.000 pesos (environ 150 USD) aux ménages les plus vulnérables (allocataires sociaux, entrepreneurs informels).

De même, le contrôle des prix sur 670 références de produits, dans le cadre du programme «*precios cuidados*», est prolongé jusqu'à juillet 2021. Cette prorogation s'accompagne d'une augmentation de 4,8 % en moyenne pour le 2^{ème} trimestre de 2021, ce qui semble devoir impliquer un resserrement supplémentaire des marges des industriels et/ou de la distribution.

En revanche, l'incertitude demeure sur le retour des aides sociales exceptionnelles mises en place en mars dernier, telles que le revenu familial d'urgence (IFE) et le programme d'assistance au travail et à la production (ATP). De manière générale, la dégradation de la situation sanitaire pourrait peser sur les finances publiques, remettant en cause l'objectif de déficit primaire à 4,5 % du PIB en 2021. En outre, si les prévisions de production record de grains au Brésil se concrétisent (135 millions de tonnes de soja et 109 millions de tonnes de maïs), les cours mondiaux des matières agricoles pourraient se dégonfler et engendrer un nouveau choc exogène sur l'Argentine. Ces facteurs baissiers (mesures de distanciation sociale,

évolution du cours du soja et du maïs) pourraient alors peser sur la reprise économique (prévisions comprises entre 6 et 7 % en 2021).

CHILI

Rebond du commerce extérieur chilien au 1^{er} trimestre 2021

Selon la Banque centrale, les exportations chiliennes (21,7 Mds USD) enregistrent une hausse de 26 % sur un an, au 1^{er} trimestre 2021, soit la plus forte croissance depuis 2011. Cette tendance s'explique principalement par une forte augmentation (+45 %) des exportations de cuivre, qui représentent 51 % des envois sur cette période. Selon les professionnels du secteur, les exportations minières pourraient atteindre un niveau record de 48 Mds USD sur l'exercice 2021, grâce au cours élevé du métal. Parallèlement, les importations (17,7 Mds) ont augmenté de 25 %, après une baisse de 15 % en 2020. Ces hausses sont particulièrement marquées dans les biens de consommation (+37 %) et les biens d'équipements (+32 %, un record depuis 2012). Les experts s'attendent à une hausse plus modérée des importations dans les prochains mois, en raison du renforcement des mesures de confinement depuis mars et d'un lent redémarrage des investissements. Ces facteurs pourraient ralentir les achats de biens non-essentiels et des équipements.

Hausse prévisible de la consommation en 2021

Après une baisse de 6,8 % en 2020, la consommation devrait croître à un rythme élevé en 2021, entre 6 et 11 % selon les économistes. Pour la Banque centrale, cette hausse pourrait atteindre 11,5 %, grâce à la reprise progressive du marché du travail, les

politiques gouvernementales d'appui aux revenus des ménages (prime covid, revenu familial d'urgence, prêt solidaire, entre autres) et les deux retraits anticipés des fonds de pension (totalisant près de 36 Mds USD à ce jour). Par ailleurs, l'autorité bancaire révèle une hausse de 63 % sur un an, des liquidités des comptes courants au 1^{er} trimestre 2021, confortant ainsi les perspectives de croissance de la consommation au cours des prochains mois si l'incertitude se réduit.

PARAGUAY

Le commerce extérieur s'intensifie au 1^{er} trimestre 2021 grâce aux exportations

Selon la Banque centrale, les échanges extérieurs ont atteint 5,8 Mds USD durant le 1^{er} trimestre 2021, soit une progression de 1,1 % par rapport à la même période en 2020. Les exportations augmentent de 3,4 % (g.a.), dépassant 3,1 Mds USD. A contrario, les importations diminuent de 1,4 % pour s'établir à 2,7 Mds USD. Ce recul traduit une demande atone, pénalisée par la dégradation de la situation sanitaire. Au total, la balance commerciale est excédentaire, à hauteur de 396,2 Mds USD.

La composition des exportations reflète comme toujours la forte dépendance du Paraguay au secteur agricole. Sur la période, les produits primaires et ceux transformés d'origine agricole représentent respectivement 38,3 % et 30,5 % des ventes, créant ainsi une vulnérabilité en cas de retournement du cycle. De leur côté, les énergies (dont les combustibles) sont le 3^{ème} poste à l'export, avec 18,5 % des livraisons, tandis que les produits industriels ne représentent que 12,6 %.

A noter que pour le seul mois de mars, les exportations ont progressé de 40,6 % sur un

an, grâce à la vigueur des ventes de soja (+125,2 %).

Au 1^{er} trimestre, les principaux clients du Paraguay sont le Brésil (35,9 %), l'Argentine (29,4 %) et le Chili (10,9 %).

Du côté des importations, les biens de consommation baissent de 5,8 % alors que les biens d'équipement restent stables (-0,1 %). En revanche, les achats de biens intermédiaires progressent de 1 %.

Les biens d'équipement constituent le premier poste d'importations, avec 40 % des achats, tandis que les biens de consommation et intermédiaires représentent chacun près de 30 % du total.

Les principaux fournisseurs du Paraguay sont la Chine (29,8 %), le Brésil (23,8 %) et l'Argentine (9,6 %).

URUGUAY

Le marché ne prévoit une légère décélération de l'inflation qu'en 2023, malgré l'intensité actuelle de la crise sanitaire

Selon l'enquête sur les anticipations du marché réalisée par l'institut des statistiques (INE), l'inflation pourrait s'établir à 9 % en 2021 et 2022, avant de légèrement baisser à 8,7 % en 2023. La poussée inflationniste durant les deux prochaines années resterait alors proche de celle de 2020.

La grande incertitude qui entoure l'évolution de la pandémie, malgré les progrès enregistrés dans la campagne de vaccination, pourrait néanmoins peser sur la consommation, les ménages choisissant l'épargne de précaution. Ce choix, renforcé par une activité au ralenti, pourrait avoir des effets baissiers sur les prix de certains biens et services.

Le gouvernement annonce de nouvelles mesures d'urgence économique pour soutenir l'économie face à la crise sanitaire

Compte tenu de la dégradation rapide de la situation sanitaire et de la mise en place de restrictions jusqu'au 30 avril, le gouvernement uruguayen a annoncé cette semaine une série de mesures d'urgence pour les ménages et entreprises afin d'atténuer les effets négatifs de la pandémie.

Dans cette optique, les ministres de l'économie et de l'industrie, Azucena Arbeleche et Omar Paganini, ont annoncé ce lundi 12 avril, des subventions sur le prix des combustibles, afin de maintenir le pouvoir d'achat des ménages et d'éviter une hausse des coûts pour les entreprises. Cette mesure, qui pourrait coûter l'équivalent de 30 MUSD pour le seul mois d'avril, sera, selon la ministre de l'économie, possible grâce aux marges budgétaires dégagées en 2020. Pour mémoire, le déficit budgétaire primaire est passé de 0,6 % du PIB en 2019 à 2,2 % en 2020, contre 2,7 % anticipés à la mi-2020, tandis que le solde budgétaire total, qui comprend les charges d'intérêts sans les cotisations des « cincuentones », a bondi de -4,3 % du PIB en 2019 à -6,3 % en 2020.

Par ailleurs, l'institut national des coopératives (Inacoop) a annoncé un assouplissement des conditions de crédit pour les coopératives en difficulté, et prévoit aussi de baisser le taux d'intérêt pour les emprunts en peso et en devises.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Laurent Charpin, Service économique régional de
Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago. Avec le concours des
ambassades de France au Paraguay et en Uruguay

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

julie.veguer@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)